ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de égislation, première chambre, sai- i par le Ministre des Communica- ions, le 22 mai 1963, d'une de- ande d'avis sur un projet d'ar- êté royal relatif à l'agréation es organismes chargés de délivrer es certificats de classification révus par l'article 32 de la loi u 5 mai 1936 sur l'affrètement luvial , a donné le 30 mai 1963 'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 22e mei 1963 door de Minister van Verkeerswezen verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit betreffende de erkenning van de instellingen belast met het afgeven van de klasseringsbewijzen bedoeld in artikel 32 van de wet van 5 mei 1936 op de rivierbevrachting , heeft de 30e mei 1963 het volgend advies gegeven :

Intitulé.

Le projet est dépourvu d'intitulé.

Celui-ci pourrait être rédigé comme suit :

"Arrêté royal relatif à l'agréation des organismes chargés de délivrer les certificats de classification prévus par l'article 32 de la loi du 5 mai 1936 sur l'afrètement fluvial".

Préambule.

Alinéa 1er.

Le projet se fondant sur la loi du 5 mai 1936, la référence à l'article 67 de la Constitution doit être omise.

Le considérant est, en principe, inutile et devrait être omis.

Toutefois, si le Gouvernement désirait le maintenir, il serait mieux rédigé comme suit :

"Considérant qu'il importe d'assurer la valeur des certificats de classification délivrés en application de l'article 32 de la loi du 5 mai 1936; qu'à cette fin, il y a lieu de déterminer les conditions de l'agréation des organismes chargés de délivrer ces certificats;".

.../...

Dispositif.

Observation préliminaire.

La forme de la plupart des articles paraît devoir être remaniée. Le Conseil d'Etat propose ci-après un nouveau texte.

Ce texte est divisé en chapitres de la manière suivante :

Chapitre Ier. Agréation (articles 1er et 2).

Chapitre II. Conditions de l'agréation (articles 3 à 8).

Chapitre III. Contrôle (articles 9 et 10).

Chapitre IV. Refus et retrait de l'agréation (articles 11 et 12).

Chapitre V. Dispositions abrogatoire et transitoire.

Article 2.

L'article 2 devrait prévoir comment sont introduites les demandes d'agréation.

D'autre part, les conditions nécessaires pour obtenir l'agréation ne sont pas seulement énumérées dans les articles 3, 4 et 5, mais aussi dans les articles 6, 7 et 8.

.../...

Le texte proposé tient compte de ces observations.

Article 3.

Il oxiste de nombreux diplômes d'ingénieur : ingénieur civil des mines, des constructions, des constructions navales, de l'industrie textile, ingénieur civil métallurgiste, chimiste, électricien, mécanicien, architecte, ingénieur agronome et ingénieur chimiste et des industriesagricoles (arrêté du Régent du 31 décembre 1949 portant coordination des lois sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires, article 1er). Il faut y ajouter encore le diplôme d'ingénieur commercial.

Tel qu'il est rédigé, le projet autorise les organismes à s'assurer les services de toute personne titulaire de l'un ou l'autre diplôme d'ingénieur.

Selon les explications du fonctionnaire délégué, l'intention du Gouvernement est plus restrictive. Il importe, dès lors, que le projet précise les diplômes d'ingénieur qui seront requis.

A la fin de l'article, les mots "qui peuvent appartenir soit à la direction soit au cadre du personnel des organismes en question" sont inutiles et doivent être omis.

.../...

Article 4.

L'absence de condamnations dont il est question à l'alinéa 1er est de nature à se heurter à des difficultés de preuve ou de contrôle. Cette preuve, déjà difficile à fournir quant à l'absence de condamnations prononcées en Belgique, pourrait s'avérer impossible lorsqu'il s'agit d'établir que les intéressés n'ont pas été condamnés à l'étranger.

A l'alinéa 2, l'expression "toute personne qui exerce des fonctions au sein des organes de gestion" a une portée très large : elle comprend, notamment, le personnel subalterne attaché aux services de gestion.

Telle n'est pas, selon les explications du fonctionnaire délégué, l'intention du Gouvernement qui entend viser, par cette expression, toute personne qui exerce des fonctions se rapportant à la gestion de l'organisme.

A l'alinéa 3, également, la rédaction du texte dépasse l'intention du Gouvernement. Celle-ci serait mieux exprimée en remplaçant les mots "toute personne appelée à participer, à quelque titre que ce soit, aux travaux et contrôles d'ordre technique", par les mots "toute personne qui effectue, en qualité de technicien, le contrôle des bateaux".

.../...

Article 6.

Si dans l'intention du Gouvernement l'agréation est subordonnée à l'approbation des règlements, l'article 6 pourrait être rédigé ainsi qu'il est proposé ci-après :

La dernière phrase de l'alinéa 1er peut être supprimée, le refus et le retrait de l'agréation faisant l'objet des articles 11 et 12 .

Article 7.

Les organismes fixent librement le prix de leurs services.

Le fait que le tarif ne peut "s'écarter manifestement des normes d'usage dans le métier" n'apparaît que comme une condition de l'agréation qu'il appartient aux organismes de respecter.

Le refus et le retrait de l'agréation ont été reportés dans le texte proposé à l'article 11.

Article 9.

Le contrôle institué par cet article est un contrôle administratif qui porte exlusivement sur l'observation, par les organismes agréés, des conditions de l'agréation.

.../...

Article 10.

L'alinéa 2 de cet article paraît avoir une portée très restreinte. En effet, l'article 5 concerne des conditions négatives, des abstentions qui sont imposées aux organismes et à certains membres du personnel. On conçoit difficilement la manière dont les contrôleurs pourront vérifier la réalité des abstentions imposées.

L'alinéa 3 prévoit que les contrôleurs pourront pénétrer dans les cabines et autres locaux d'habitation sans l'autorisation de la personne responsable du bord, lorsque la visite de certains organes touchant la sécurité du bâtiment ne peut se faire autrement.

Selon les explications du fonctionnaire délégué, la majorité des bateaux de navigation intérieure sont construits de telle manière que des éléments essentiels pour la conduite du bateau sont installés dans la cabine.

L'article 10 de la Constitution dispose :

"Le domicile est inviolable; aucune visite domiciliaire ne peut avoir lieu que dans les cas prévus par la loi et dans la forme qu'elle prescrit".

La loi du 5 mai 1936 ne prévoit pas la possibilité de visites domiciliaires. Les visites qu'autorise l'article 10, alinéa 3, du projet ne sont donc pas prévues par la loi. A cet égard, le projet viole le prescrit constitutionnel.

.../...

Article 11.

L'article 2 du projet, tel qu'il est proposé ci-après, dispose que :

"Pour être agréés, les organismes doivent remplir les conditions prévues par les articles 3 à 8".

Les deux premiers alinéas de l'article 11 pourraient, dès lors, faire l'objet d'un seul alinéa rédigé comme suit :

"Le Ministre qui a les transports par eau dans ses attributions refuse ou retire l'agréation quand les organismes ne satisfont pas ou ne satisfont plus à l'une des conditions fixées par les articles 3 à 8".

Le refus et le retrait de l'agréation sont des mesures graves et c'est à juste titre que le projet dispose dans l'alinéa 1er de l'article 11, qu'elles doivent être prises par des décisions motivées.

Le projet serait plus complet à cet égard s'il prévoyait également que les organismes intéressés pourront, avant toute décision, faire valoir leurs explications.

Un article 12, nouveau, rédigé comme suit, pourrait être ajouté au projet :

.../...

"Article 12.-

Les faits susceptibles d'entraîner le refus ou le retrait de l'agréation sont notifiés aux organismes intéressés, qui ont un délai de ... pour transmettre leurs observations au Ministre.

Les décisions de refus ou de retrait sont motivées et notifiées par lettre recommandée à la poste.

Le retrait fait l'objet d'une publication au Moniteur belge".

Article 12 (article 13 du texte proposé).

Cette disposition prévoit qu'en cas de retrait de l'agréation, le certificat qui constate celle-ci doit être restitué. Tout manquement à cette obligation sera puni des peines prévues à l'article 1er de la loi du 6 mars 1818 concernant les peines à infliger pour les contraventions aux mesures générales d'administration intérieure, ainsi que les peines qui pourront être statuées par les règlements des autorités provinciales et communales, modifié par la loi du 5 juin 1934.

Saisi d'un projet de loi établissant l'intervention des employeurs dans la perte subie par la Société nationale des chemins de fer belges par l'émission d'abonnements pour ouvriers et employés (L. 7971/1) et d'un projet d'arrêté royal d'exécution qui rendait la loi du 6 mars 1818 applicable aux infractions aux dispositions du projet (L. 7972/1), le Conseil d'Etat a observé dans l'avis L. 7971 :

.../...

"Si le législateur estimait que la répression de l'inobservance des prescriptions de l'arrêté d'exécution doit se faire sur d'autres bases, il lui appartiendrait de fixer celles-ci".

Il résulte de cet avis que le pouvoir exécutif peut rendre la loi de 1818 applicable aux infractions aux arrêtés qu'il prend en exécution d'une loi, lorsque le législateur n'en a pas disposé autrement.

Article 13. Disposition transitoire (article 15 du texte proposé).

L'article 13 a pour objet d'assurer la liaison entre les dispositions de l'arrêté royal du 18 juillet 1936 et les dispositions du projet. Dans ce but, il prévoit :

1° que les certificats de classification délivrés en vertu de l'arrêté royal du 18 juillet 1936 restent valables jusqu'à la date de leur échéance normale;

2° que les organismes désignés dans le même arrêté royal sont autorisés à délivrer des certificats de classification jusqu'au 15 juin 1963.

Le projet omet, toutefois, d'abroger l'arrêté royal du 18 juillet 1936, alors que l'économie générale du projet l'abroge implicitement.

.../...

Il serait préférable d'abroger expressément l'arrêté royal de 1936. Cette abrogation fait l'objet de l'article 14 du texte proposé ci-après.

Dans le texte proposé la date du 15 juin a été omise, étant donné que le Gouvernement devra vraisemblablement choisir une date plus éloignée.

\+ +

Le Conseil d'Etat croit devoir attirer l'attention du Gouvernement sur le fait que l'article 32 de la loi du 5 mai 1936 ne permet au Roi de régler le sort des certificats irrégulièrement délivrés, ni celui des certificats délivrés par des organismes auxquels l'agréation serait retirée.

TEXTE PROPOSE.

ARRETE ROYAL RELATIF A L'AGREATION DES ORGANISMES CHARGES DE DELIVRER LES CERTIFICATS DE CLASSIFICATION PREVUS PAR L'ARTICLE 32 DE LA LOI DU 5 MAI 1936 SUR L'AFFRETEMENT FLUVIAL.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du 5 mai 1936 sur l'affrètement fluvial, notamment l'article 32;

Considérant qu'il importe d'assurer la valeur des certificats délivrés en application de l'article 32 de la loi du 5 mai 1936; qu'à cette fin, il y a lieu de fixer les conditions de l'agréation des organismes chargés de délivrer ces certificats;

.../...

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Communications,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

CHAPITRE Ier. AGREATION.

Article 1er.-

Peuvent seuls délivrer les certificats de classification prévus à l'article 32 de la loi du 5 mai 1936 sur l'affrètement fluvial, les organismes agréés, conformément aux dispositions du présent arrêté, par le Ministre qui a les transports par eau dans ses attributions.

Article 2.-

Les demandes d'agréation doivent être adressées au Ministre qui a les transports par eau dans ses attributions.

Pour être agréés, les organismes doivent remplir les conditions imposées par les articles 3 à 8.

L'agréation est constatée par un certificat délivré par le Ministre et fait l'objet d'une publication au Moniteur belge.

.../...

CHAPITRE II. - CONDITIONS DE L'AGREATION.

Article 3.-

Les organismes doivent s'être assurés de la collaboration d'une ou plusieurs personnes portant le diplôme légal ou scientifique d'ingénieur ... délivré par une université ou un établissement qui y est assimilé.

Ils doivent, en outre, s'engager à confier uniquement à ces ingénieurs la direction technique des visites ou des contrôles des bateaux de navigation intérieure.

Article 4.-

Les personnes appartenant à la direction ou au cadre des organismes demandeurs ne peuvent avoir été condamnées en Belgique ou à l'étranger au cours des cinq années qui précèdent la demande d'agréation à une peine privative de liberté, même conditionnelle, de trois mois au moins, pour crime ou délit contre la foi publique ou pour fraude.

Pour l'application du présent arrêté, on entend par "personne appartenant à la direction" toute personne qui exerce des fonctions se rapportant directement à la gestion ou à la direction de l'organisme; par "personne appartenant au cadre du personnel technique" toute personne qui effectue, en qualité de technicien, le contrôle des bateaux.

.../...

Article 5.-

Les organismes et les personnes appartenant à leur direction ou au cadre de leur personnel technique ne peuvent être intéressés, de quelque manière que ce soit, dans des entreprises d'exploitation de bâtiments de navigation intérieure, ou dans des entreprises de construction ou de réparation fluviale.

Ils ne peuvent être ni assureurs, ni courtiers d'assurances, ni experts appointés dans des compagnies d'assurances de risques fluviaux, ni conseillers techniques d'entreprises d'exploitation, de construction ou de réparation de bâtiments de navigation intérieure.

Ils ne peuvent exercer, ni habituellement ni occasionnellement, l'activité définie dans l'article 3 de la loi du 5 mai 1936 comme étant celle de l'affréteur.

Article 6.-

Les organismes doivent soumettre à l'approbation du Ministre leurs règlements relatifs à l'examen des bateaux de navigation intérieure.

Ces règlements fixent, notamment, les critères techniques essentiels auxquels doivent répondre les bateaux et leur équipement pour être admis à la classification.

Avant toute approbation, le Ministre prend l'avis du Ministre qui a les travaux publics dans ses attributions.

.../...

L'agréation ne sera pas accordée aussi longtemps que les modifications jugées nécessaires par le Ministre n'auront pas été apportées à ces règlements.

Les modifications ultérieures que les organismes agréés apporteraient à leurs règlements doivent être soumises à l'approbation du Ministre.

Article 7.

Les organismes doivent joindre à leur demande d'agréation le tarif de leurs services.

Ce tarif, qui peut indiquer des prix minimaux et maximaux, ne peut s'écarter manifestement des normes d'usage dans le métier.

Toute modification aux tarifs postérieure à l'agréation doit être communiquée au Ministre qui a les transports par eau dans ses attributions.

Article 8.-

Les personnes physiques ou morales de nationalité étrangère qui sollicitent l'agréation doivent élire domicile dans le Royaume et s'engager à accepter la compétence des tribunaux belges pour tout litige pouvant naître de la délivrance d'un certificat de classification à un ressortissant belge.

.../...

CHAPITRE III. CONTROLE.

Article 9.-

Les organismes agréés sont soumis à la surveillance des agents désignés par le Ministre qui a les transports par eau dans ses attributions.

Cette surveillance a pour objet de vérifier si les organismes agréés continuent à remplir les conditions de leur agréation et si les règlements relatifs à l'examen des bateaux de navigation intérieure sont observés.

Les agents transmettent leurs constatations au Ministre.

Article 10.-

Les agents contrôleurs peuvent exiger la production des diplômes, certificats ou attestations prouvant que les conditions prescrites par les articles 3 et 4 sont observées, ainsi que la communication de tous renseignements de nature à établir que les prescriptions de l'article 5 sont respectées.

En vue de veiller à la bonne application des règlements relatifs à l'examen des bateaux, les agents contrôleurs peuvent se rendre à bord des bâtiments munis d'un certificat de classification et en faire la visite.

.../...

Les visites ne peuvent avoir lieu que les jours ouvrables, entre cinq heures du matin et neuf heures du soir. Elles ne peuvent s'étendre aux cabines ou autres locaux affectés également à l'habitation sans l'autorisation de la personne responsable du bord.

Les visites se feront de manière à ne pas entraver l'exploitation normale du bâtiment.

CHAPITRE IV. - REFUS ET RETRAIT DE L'AGREATION.

Article 11.-

Le Ministre qui a les transports par eau dans ses attributions refuse ou retire l'agréation quand les organismes ne satisfont pas ou ne satisfont plus à l'une des conditions prévues par les articles 3 à 8.

En cas d'infraction aux dispositions de l'article 5, le Ministre ne décidera le retrait de l'agréation qu'après avoir mis l'organisme intéressé en demeure de mettre fin, dans les quinze jours, à la situation jugée incompatible avec ces dispositions.

Article 12 (nouveau).-

Les faits susceptibles d'entraîner le refus ou le retrait de l'agréation sont notifiés aux organismes intéressés, qui ont un délai de ... pour transmettre leurs observations au Ministre.

.../...

Les décisions de refus ou de retrait sont motivées et notifiées par lettre recommandée à la poste.

Le retrait fait l'objet d'une publication au Moniteur belge.

Article 13 (article 12 du projet).-

En cas de retrait de l'agréation, l'organisme est tenu de renvoyer au Ministre le certificat de classification dans les huit jours de la notification de la décision.

Tout manquement à cette obligation est puni des peines prévues à l'article 1er de la loi du 6 mars 1818 concernant les peines à infliger pour des contraventions aux mesures générales d'administration intérieure, ainsi que les peines qui pourront être statuées par les règlements des autorités provinciales et communales, modifié par la loi du 5 juin 1934.

CHAPITRE V. - DISPOSITIONS ABROGATOIRE ET TRANSITOIRE.

Article 14 (nouveau).-

L'arrêté royal du 18 juillet 1936 qui est relatif aux certificats de classification des bateaux d'intérieur, est abrogé.

.../.

Article 15 (article 13 du projet).-

Les certificats de classification émis avant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, en vertu de l'arrêté royal du 18 juillet 1936, restent valables jusqu'à la date de leur échéance normale.

Les organismes désignés dans l'arrêté royal du 18 juillet 1936 sont autorisés à délivrer des certificats de classification jusqu'au 15 juin 1963.

Article 16.-

Notre Ministre des Communications est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à , le

PAR LE ROI :

Le Ministre des Communications,

Le Ministre des Travaux publics,

Opschrift.

Het ontwerp heeft geen opschrift.

Voorgesteld wordt :

"Koninklijk besluit betreffende de erkenning van de instellingen belast met het afgeven van de klasseringsbewijzen bedoeld in artikel 32 van de wet van 5 mei 1936 op de rivierbevrachting".

Aanhef.

Eerste lid.

Het ontwerp steunt op de wet van 5 mei 1936. De verwijzing naar artikel 67 van de Grondwet kan dus worden gemist.

De considerans is in beginsel overbodig en kan vervallen.

Voor het geval dat de Regering ze toch zou willen handhaven, wordt de volgende tekst voorgesteld :

"Overwegende dat het nodig is de waarde van de krachtens artikel 32 van de wet van 5 mei 1936 afgegeven klasseringsbewijzen te verzekeren; dat daartoe de voorwaarden voor erkenning van de met de afgifte van die bewijzen belaste instellingen moeten worden vastgesteld;".

.../...

Artikelen.

Voorafgaande opmerking.

Het wil de Raad voorkomen dat de meeste artikelen moeten worden omgewerkt. Hierna wordt een nieuwe tekst voorgesteld.

Die tekst is als volgt in hoofdstukken onderverdeeld :

Hoofdstuk I. Erkenning (artikelen 1 en 2).

Hoofdstuk II. Erkenningsvoorwaarden (artikelen 3 tot 8).

Hoofdstuk III. Controle (artikelen 9 en 10).

Hoofdstuk IV. Weigering en intrekking van de erkenning (artikelen 11 en 12).

Hoofdstuk V. Opheffings- en overgangsbepalingen.

Artikel 2.

Artikel 2 zou moeten bepalen hoe de aanvragen om erkenning worden ingediend.

De erkenningsvoorwaarden zijn niet alleen in de artikelen 3, 4 en 5, maar ook in de artikelen 6, 7 en 8 opgegeven.

In de hierna voorgestelde tekst is met deze opmerkingen rekening gehouden.

.../...

Artikel 3.

Er zijn tal van ingenieursdiploma's : burgerlijk mijningenieur, burgerlijk bouwkundig ingenieur, burgerlijk scheepsbouwkundig ingenieur, burgerlijk ingenieur der textielnijverheid, burgerlijk metallurgisch ingenieur, burgerlijk scheikundig ingenieur, burgerlijk electrotechnisch ingenieur, burgerlijk werktuigkundig ingenieur, burgerlijk ingenieur-architect, landbouwkundig ingenieur en ingenieur in de scheikunde en de landbouwindustrieën (besluit van de Regent van 31 december 1949 tot coördinatie van de wetten op het toekennen van de academische graden en het programma van de universitaire examens, artikel 1). Daarbij komt nog het diploma van handelsingenieur.

Zoals het ontwerp thans is gesteld, machtigt het de instellingen zich de diensten te verzekeren van eenieder die in het bezit is van een of ander ingenieursdiploma.

Volgens de gemachtigde ambtenaar reikt de bedoeling van de Regering niet zover. Het ontwerp dient derhalve nader te bepalen welke ingenieursdiploma's vereist zijn.

Aan het slot van het artikel moeten de woorden "die hetzij tot de directie, hetzij tot het personeelskader van de betrokken organismen kunnen behoren" als overbodig vervallen.

.../...

Artikel 4.

De afwezigheid van veroordelingen waarvan sprake is in het eerste lid, kan moeilijkheden opleveren wat het bewijs of de controle betreft. Dat bewijs, hetwelk reeds moeilijk kan worden geleverd voor het ontbreken van in België uitgesproken veroordelingen, kan onmogelijk worden wanneer moet worden bewezen dat de betrokkenen niet veroordeeld zijn geweest in het buitenland.

In het tweede lid hebben de woorden "elke persoon die in de schoot van de beheersorganen van de betrokken organismen functies uitoefent" een zeer ruime strekking : zij omvatten onder meer het lager personeel van de beheersdiensten.

Naar de gemachtigde ambtenaar heeft verklaard, is dit niet de bedoeling van de Regering, die met deze woorden bedoelt alwie een ambt uitoefent dat betrekking heeft op het beheer van de instelling.

Ook in het derde lid reikt de tekst verder dan de bedoeling van de Regering. Deze zou beter tot uiting komen indien de woorden "elke persoon die geroepen is om, te welken titel ook, deel te nemen aan de technische werkzaamheden en controles" werden vervangen door de woorden "eenieder die als technicus controle op de binnenschepen uitoefent".

.../...

Artikel 6.

Bedoelt de Regering dat de erkenning alleen wordt verleend na goedkeuring van de reglementen, dan kan artikel 6 worden gelezen zoals hierna is voorgesteld.

De laatste volzin van het eerste lid kan vervallen, aangezien de weigering en de intrekking van de erkenning worden behandeld in de artikelen 11 en 12.

Artikel 7.

De instellingen zijn vrij in het bepalen van de prijs van hun diensten.

Dat het tarief "niet klaarblijkelijk buiten de in het vak gebruikelijke normen mag liggen" blijkt slechts een erkenningsvoorwaarde te zijn welke de instellingen in acht moeten nemen.

De weigering en de intrekking van de erkenning zijn in de voorgestelde tekst behandeld onder artikel 11.

Artikel 9.

De door dit artikel ingestelde controle is een administratieve controle die uitsluitend betrekking heeft op de inachtneming van de erkenningsvoorwaarden door de erkende instellingen.

.../...

Artikel 10.

De strekking van het tweede lid van dit artikel lijkt zeer beperkt. Artikel 5 heeft immers betrekking op negatieve voorwaarden, onthoudingen die aan de instellingen en aan sommige personeelsleden zijn opgelegd. Het is niet duidelijk hoe de controleurs zullen kunnen nagaan of die onthoudingen werkelijk in acht zijn genomen.

Het derde lid bepaalt dat de controleurs de kajuiten en andere tot bewoning bestemde lokalen mogen betreden zonder toelating van de persoon die verantwoordelijk is voor het schip, wanneer "de schouwing van zekere organen die in verband staan met de veiligheid van het vaartuig op geen andere wijze kan gebeuren".

Volgens de gemachtigde ambtenaar zijn de meeste binnenschepen zo gebouwd, dat noodzakelijke inrichtingen voor het besturen van het binnenschip in de kajuit zijn geïnstalleerd.

Artikel 10 van de Grondwet bepaalt :

"De woning is onschendbaar; geen huiszoeking kan plaatshebben dan in de gevallen die de wet bepaalt en in de vorm die zij voorschrijft".

De wet van 5 mei 1936 staat geen huiszoeking toe. De schouwingen welke artikel 10, derde lid, van het ontwerp toestaat, zijn dus niet in de wet bepaald. In dat opzicht schendt het ontwerp de grondwettelijke regel.

.../...

Artikel 11.

Artikel 2 van het ontwerp, zoals het hierna is voorgesteld, bepaalt :

"Om te worden erkend, moeten de instellingen voldoen aan de voorwaarden bepaald in de artikelen 3 tot 8".

Het eerste en het tweede lid van artikel 11 zouden derhalve kunnen worden samengevoegd tot één lid, te lezen als volgt :

"De Minister tot wiens bevoegdheid het vervoer te water behoort, weigert de erkenning of trekt ze in wanneer de instellingen niet of niet meer voldoen aan een van de voorwaarden bepaald in de artikelen 3 tot 8".

Weigering en intrekking van de erkenning zijn ernstige maatregelen en terecht bepaalt artikel 11, eerste lid, van het ontwerp dat zij bij gemotiveerde beslissingen moeten worden vastgesteld.

Het ontwerp ware in dat opzicht volledi ger, indien het ook bepaalde dat de betrokken instellingen zich vóór iedere beslissing kunnen doen horen.

Aan het ontwerp zou een nieuw artikel 12, luidend als volgt, kunnen worden toegevoegd :

.../...

"Artikel 12.-

Van de feiten die weigering of intrekking van de erkenning tot gevolg kunnen hebben, wordt kennis gegeven aan de betrokken instellingen, die over een termijn van . . . beschikken om hun opmerkingen aan de Minister te laten geworden.

De beslissingen tot weigering of intrekking worden gemotiveerd en bij een ter post aangetekende brief ter kennis gebracht.

De intrekking wordt in het Belgisch Staatsblad bekendgemaakt.

Artikel 12 (artikel 13 van de voorgestelde tekst).

Deze bepaling zegt dat, ingeval de erkenning wordt ingetrokken, het bewijs van die erkenning moet worden teruggegeven. Iedere tekortkoming aan die verplichting wordt gestraft met de straffen, bepaald in artikel 1 van de wet van 6 maart 1818 omtrent de straffen tegen de overtreders van algemene verordeningen uit te spreken of bij provinciale of plaatselijke reglementen vast te stellen, gewijzigd bij de wet van 5 juni 1934.

Om advies gevraagd over een ontwerp van wet tot vaststelling van de werkgeversbijdragen in het verlies door de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen geleden ingevolge de uitgifte van abonnementen voor werklieden en bedienden (L.7971/1) en over een ontwerp van koninklijk uitvoeringsbesluit dat de wet van 6 maart 1818 toepasselijk verklaarde op overtreding van het bepaalde in het ontwerp (L.7972/1), heeft de Raad van State in zijn advies L.7971 opgemerkt :

.../...

"Mocht de wetgever oordelen, dat het niet-nakomen van de voorschriften van het uitvoeringsbesluit op andere grondslagen moet worden gestraft, dan moet hij die aangeven".

Uit dat advies volgt, dat de uitvoerende macht de wet van 1818 toepasselijk kan verklaren op de overtreding van de besluiten welke zij vaststelt ter uitvoering van een wet, wanneer de wetgever niet anders heeft bepaald.

Artikel 13 - Overgangsbepaling (artikel 15 van de voorgestelde tekst).

Artikel 13 wil de bepalingen van het koninklijk besluit van 18 juli 1936 koppelen aan die van het ontwerp.

Hiertoe bepaalt het :

1° dat de klasseringsbewijzen die werden afgegeven krachtens het koninklijk besluit van 18 juli 1936 tot hun normale vervaldag geldig blijven ;

.../...

2° dat de in hetzelfde koninklijk besluit aangewezen instellingen klasseringsbewijzen mogen afgeven tot 15 juni 1963.

Het ontwerp vergeet echter het koninklijk besluit van 18 juli 1936 op te heffen, ofschoon de algemene economie van het ontwerp stilzwijgende opheffing medebrengt.

Het ware verkieslijk het koninklijk besluit van 1936 uitdrukkelijk op te heffen. De voorgestelde tekst doet dit in artikel 14.

In de voorgestelde tekst is de datum 15 juni weggelaten, aangezien de Regering waarschijnlijk een verder afgelegen datum zal moeten vaststellen.

\+ +

De Raad van State meent de aandacht van de Regering te moeten vestigen op het feit, dat artikel 32 van de wet van 5 mei 1936 de Koning niet toestaat een regeling te treffen voor onregelmatig afgegeven bewijzen of voor bewijzen afgegeven door instellingen wier erkenning is ingetrokken.

.../...

VOORGESTELDE TEKST.

KONINKLIJK BESLUIT BETREFFENDE DE ERKENNING VAN DE INSTELLINGEN BELAST MET HET AFGEVEN VAN DE KLASSERINGSBEWIJZEN BEDOELD IN ARTIKEL 32 VAN DE WET VAN 5 MEI 1936 OP DE RIVIERBEVRACHTING.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen, die nu zijn en hierna wezen zullen, ONZE GROE

Gelet op de wet van 5 mei 1936 op de rivierbevrachting, inzonderheid op artikel 32 ;

Overwegende dat het nodig is de waarde van de krachtens artikel 32 van de wet van 5 mei 1936 afgegeven klasseringsbewijzen te verzekeren ; dat daartoe de voorwaarden voor erkenning van de met de afgifte van die bewijzen belaste instellingen moeten worden vastgesteld :

Gelet op het advies van de Raad van State ;

Op de voordracht van Onze Minister van Verkeerswezen,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

..

HOOFDSTUK I. - ERKENNING.

Artikel 1.-

Klasseringsbewijzen als bedoeld in artikel 32 van de wet van 5 mei 1936 op de rivierbevrachting mogen alleen worden afgegeven door instellingen die, overeenkomstig de bepalingen van dit besluit, erkend zijn door de Minister tot wiens bevoegdheid het vervoer te water behoort.

Artikel 2.-

De aanvragen om erkenning moeten worden gericht aan de Minister tot wiens bevoegdheid het vervoer te water behoort.

Om te worden erkend, moeten de instellingen voldoen aan de voorwaarden bepaald in de artikelen 3 tot 8.

De erkenning blijkt uit een door de Minister afgegeven bewijs en wordt in het Belgisch Staatsblad bekendgemaakt.

HOOFDSTUK II. - ERKENNINGSVOORWAARDEN.

Artikel 3.-

De instellingen moeten zich de medewerking hebben verzekerd van een of meer personen die in het bezit zijn van het wettelijk of wetenschappelijk diploma van ... ingenieur, afgegeven door een universiteit of een daarmede gelijkgestelde inrichting.

.../ ...

Bovendien moeten zij zich ertoe verbinden de technische leiding van de schouwingen van of controles op de binnenschepen uitsluitend aan die ingenieurs op te dragen.

Artikel 4.-

Zij die tot de directie of het kader van de verzoekende instellingen behoren, mogen, in de loop van de vijf jaren die aan de aanvraag om erkenning voorafgaan, in België of in het buitenland niet veroordeeld geweest zijn tot een vrijheidsstraf van ten minste drie maanden, zelfs voorwaardelijk, wegens misdaad of wanbedrijf tegen de openbare trouw of wegens bedriegerij.

Voor de toepassing van dit besluit zijn "zij die tot de directie behoren" te verstaan als degenen die een ambt uitoefenen dat rechtstreeks betrekking heeft op het beheer of de leiding van de instelling ; "zij die tot het kader van het technisch personeel behoren" als degenen die, als technici, de controle op de binnenschepen verrichten.

Artikel 5.-

De instellingen, en zij die tot hun directie of tot het kader van hun technisch personeel behoren, mogen op generlei wijze belangen hebben in ondernemingen voor exploitatie van binnenschepen, of in ondernemingen die zulke schepen bouwen of herstellen.

.../...

Zij mogen geen verzekeraar, assurantiemakelaar, bezoldigd expert bij maatschappijen tot verzekering van binnenvaartrisico's of technisch raadgever bij ondernemingen tot exploitatie, aanbouw of herstelling van binnenschepen zijn.

Zij mogen, noch gewoonlijk, noch toevallig, de werkzaamheid uitoefenen welke artikel 3 van de wet van 5 mei 1936 omschrijft als die van de bevrachter.

Artikel 6.-

De instellingen moeten hun reglementen betreffende de schouwing van de binnenschepen aan de Minister ter goedkeuring voorleggen.

Die reglementen bepalen onder meer de voornaamste technische maatstaven waaraan de binnenschepen en hun uitrusting moeten voldoen om geklasseerd te kunnen worden.

Vóór iedere goedkeuring wint de Minister het advies in van de Minister tot wiens bevoegdheid de openbare werken behoren.

De erkenning wordt niet verleend zolang de wijzigingen welke de Minister nodig acht, niet in die reglementen zijn aangebracht.

De latere wijzigingen welke de erkende instellingen in hun reglementen mochten aanbrengen, moeten aan de Minister ter goedkeuring worden voorgelegd.

.../...

Artikel 7.-

De instellingen moeten het tarief van hun diensten bij hun aanvraag om erkenning voegen.

Dat tarief mag minimum- en maximumprijzen opgeven, maar mag niet opvallend afwijken van de in het vak gebruikelijke normen.

Iedere tariefwijziging na de erkenning moet ter kennis worden gebracht van de Minister tot wiens bevoegdheid het vervoer te water behoort.

Artikel 8.-

Natuurlijke of rechtspersonen van vreemde nationaliteit, die erkenning vragen, moeten woonplaats kiezen in het Koninkrijk en zich ertoe verbinden de bevoegdheid van de Belgische rechtbanken te aanvaarden voor elk geschil waartoe de afgifte van een klasseringsbewijs aan een Belgisch onderdaan aanleiding kan geven.

HOOFDSTUK III.- CONTROLE.

Artikel 9.-

De erkende instellingen staan onder toezicht van ambtenaren, aangewezen door de Minister tot wiens bevoegdheid het vervoer te water behoort.

.../...

Dat toezicht bestaat erin na te gaan of de erkende instellingen de voorwaarden voor hun erkenning blijven vervullen en of de reglementen betreffende de schouwing van de binnenschepen worden nagekomen.

De ambtenaren delen hun bevindingen aan de Minister mede.

Artikel 10.-

De controleambtenaren mogen de overlegging eisen van de diploma's, getuigschriften of attesten waaruit blijkt dat de voorwaarden van de artikelen 3 en 4 vervuld zijn, alsook de mededeling van alle inlichtingen waaruit kan blijken dat de voorschriften van artikel 5 zijn nagekomen.

Om toezicht te houden op de degelijke toepassing van de reglementen betreffende de schouwing van de binnenschepen, mogen de controleambtenaren zich aan boord begeven van de vaartuigen die een klasseringsbewijs hebben en mogen zij die schouwen.

Schouwing mag alleen plaatshebben op werkdagen, tussen vijf uur 's morgens en negen uur 's avonds. Zij mag niet worden verricht in de kajuiten of andere, eveneens tot bewoning bestemde lokalen, zonder toestemming van de persoon die verantwoordelijk is voor het schip.

De schouwing wordt zo verricht, dat de normale exploitatie van het vaartuig niet wordt belemmerd.

.../...

HOOFDSTUK IV. - WEIGERING EN INTREKKING VAN DE ERKENNING.

Artikel 11.-

De Minister tot wiens bevoegdheid het vervoer te water behoort, weigert de erkenning of trekt ze in wanneer de instellingen niet of niet meer voldoen aan een van de voorwaarden bepaald in de artikelen 3 tot 8.

Bij overtreding van artikel 5 besluit de Minister niet tot intrekking van de erkenning dan nadat hij de betrokken instelling heeft aangemaand binnen vijftien dagen een einde te maken aan de toestand die met bedoelde bepalingen onbestaanbaar wordt geacht.

Artikel 12 (nieuw).-

Van de feiten die weigering of intrekking van de erkenning tot gevolg kunnen hebben, wordt kennis gegeven aan de betrokken instellingen, die over een termijn van . . . beschikken om hun opmerkingen aan de Minister te laten geworden.

De beslissingen tot weigering of intrekking worden gemotiveerd en bij een ter post aangetekende brief ter kennis gebracht.

De intrekking wordt in het Belgisch Staatsblad bekendgemaakt.

.../...

Artikel 13 (artikel 12 van het ontwerp).

Wordt de erkenning ingetrokken, dan moet de instelling het klasseringsbewijs aan de Minister terugzenden binnen acht dagen na de kennisgeving van de beslissing.

Iedere tekortkoming aan die verplichting wordt gestraft met de straffen, bepaald in artikel 1 van de wet van 6 maart 1818 omtrent de straffen tegen de overtreders van algemene verordeningen uit te spreken of bij provinciale of plaatselijke reglementen vast te stellen, gewijzigd bij de wet van 5 juni 1934.

HOOFDSTUK V. - OVERGANGS- EN SLOTBEPALINGEN.

Artikel 14 (nieuw).

Het koninklijk besluit van 18 juli 1936 dat betrekking heeft op de klasseringsbewijzen van de binnenschepen, wordt opgeheven.

Artikel 15 (artikel 13 van het ontwerp).

De klasseringsbewijzen die vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit zijn afgegeven op grond van het koninklijk besluit van 18 juli 1936, blijven geldig tot hun normale vervaldag.

De instellingen aangewezen in het koninklijk besluit van 18 juli 1936 mogen klasseringsbewijzen afgeven tot 15 juni 1963.

.../...

Artikel 16.-

Onze Minister van Verkeerswezen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te ,

VAN KONINGSWEGE :

De Minister van Verkeerswezen ,

De Minister van Openbare Werken,

La chambre était composée de

Messieurs: J.SUETENS, premier président,

G.HOLOYE, conseillers d'Etat,
J.MASQUELIN,

A.BERNARD, assesseurs de la section de législation,
P.ANSIAUX, bijzitters van de afdeling wetgeving,

G.DE LEUZE, greffier adjoint, greffier.

De kamer was samengesteld uit

de Heren : eerste voorzitter,

adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.J.SUETENS.

Le rapport a été présenté par M.J.COOLEN, substitut.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.J.SUETENS.

Het verslag werd uitgebracht door de H.J.COOLEN, substituut.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s.) G.DE LEUZE.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) J.SUETENS.